

Cybercriminalité en Afrique

Les défis du développement face aux enjeux sécuritaires

Willy NDONG
Rabat/Maroc

LE Centre de recherche et d'études géostratégiques, Atlantis, en partenariat avec le Forum international de technologie et de la sécurité, ont organisé, du 21 au 23 novembre 2018, à Rabat au Maroc, la 3e édition de Africa security forum.

Cette rencontre de haut niveau, qui a vu la participation de plusieurs experts, venus d'une cinquantaine de pays, dont le Gabon, visait, entre autres, à trouver des réponses aux nombreux défis qui attendent le continent en matière de lutte contre la cybercriminalité sous toutes ses formes, tout en redéfinissant les axes de coopération internationale face aux dites menaces. Le Gabon était représenté à ces assises par Aimé-Martial Massamba et Arnold Ramondet, tous deux experts à la direction de la sécurité et de l'information à l'Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences (Aninf), et



Photo : DR

Le ministre délégué à l'Intérieur marocain, Nouredine Boutayeb, lors de l'ouverture du forum.

l'ambassadeur Haut représentant du Gabon au Maroc, Abdu Razzaq Guy Kambogo.

Selon les experts, l'Afrique sera, d'ici à 2050, la première puissance démographique au monde. La question qui se pose est donc celle de savoir si cette évolution démographique du continent est une chance ou une bombe à retardement quant aux perspectives de développement du continent. Ainsi, beaucoup y voyant le nouvel eldorado économique du siècle, le continent suscite des convoitises et attire les intérêts d'acteurs variés, allant des groupes industriels

multinationaux aux groupes criminels. D'où l'organisation dudit forum au cours duquel trois thématiques ont été débattues (Migration et développement socio-économique, cyber terrorisme, e-réputation et big data, extrémismes et lutte contre la radicalisation).

S'agissant de "Migration et développement socio-économique", les experts pensent que la seule issue permettant la stabilisation des populations dans leur milieu d'origine serait le développement économique fort et rapide du continent. Ainsi, l'Afrique doit rapidement utiliser les techniques les



Photo : DR

Notre compatriote Herman Deparice Okomba a pris part à cette rencontre.

plus modernes, afin d'obtenir la compétitivité requise et pouvoir créer les emplois à même d'absorber le chômage endémique dont souffre le continent. La mise en place des conditions d'une croissance forte, stable et équitable ne se fera pas sans le soutien financier des uns, et la volonté de structuration et d'apaisement des autres. Le tout en s'appuyant sur ses ressources propres et l'expertise de ses amis et alliés les plus avancés, ainsi que sur les organisations internationales dont c'est la vocation.

TERRORISME * Concernant, le cyber terrorisme, e-réputation et big data,

force est de reconnaître que les activités criminelles et terroristes se développent trop rapidement, et les nouvelles technologies ont désormais la part belle. Les problématiques de cyber terrorisme et de cyber délinquance impactent fortement aussi les pays du sud, leurs régimes, leurs domaines stratégiques économiques ou politiques, leurs grandes entreprises ou leurs hommes d'État, car ils ne sont que peu ou pas préparés à faire face à ce type de menaces, et les effets en sont d'autant plus démultipliés. Ainsi, une nouvelle coopération devra, dans le même

cadre, être imaginée avec les pays du Nord, qui possèdent une partie de la solution avec, notamment, des expertises développées pour ce genre de situation.

S'agissant de l'extrémisme et de la lutte contre la radicalisation, les participants se sont mis d'accord pour reconnaître que le facteur chômage et la croissance démographique de l'Afrique sont aujourd'hui la source d'un grand déséquilibre politique. Ainsi, selon notre compatriote Herman Deparice Okomba, directeur général du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, basé au Canada, « il devient urgent de réfléchir à comment sauvegarder les acquis et à protéger le continent de nouveaux extrémismes basés sur la méconnaissance et la peur de l'autre, mais également guidés par des enjeux de pouvoir », a-t-il fait savoir, au cours de son intervention.

(Dans notre prochaine édition, l'interview exclusive de Herman Deparice Okomba).

Premier forum opérationnel de l'emploi

Les préparatifs vont bon train

RAD
Port-Gentil/Gabon

LE ministre du Pétrole et des Hydrocarbures, accompagné du directeur général adjoint de Total Gabon, Olivier Jocktane, a visité, mardi dernier, le cercle culturel Lambert Ona Ovono, site retenu pour abriter les travaux en janvier prochain du premier forum opérationnel de l'emploi.

« Il y a environ un semestre, nous nous sommes rapprochés de notre partenaire technique Total Gabon pour lui présenter un projet lié au premier

forum opérationnel de l'emploi. Dans le cadre sociétal, Total a accepté de nous accompagner », a expliqué Pascal Houangni Ambourou. Le membre du gouvernement a marqué sa satisfaction quant aux préparatifs de cet événement. « Je suis satisfait de voir que le projet avance dans son organisation. Les taxis-motos, motos-bennes sont déjà là, afin d'accompagner ces populations qui sont au chômage et qu'elles puissent soutenir l'emploi », a souligné le ministre du Pétrole. « Ce forum intervient aussi après l'apparition du nouveau Code des hydrocar-



Photo : Julie Ngumbi

Les motos-bennes seront exposées lors de ce 1er forum.

bures. Nous revenons de Cape Town où nous avons présenté à l'industrie pétrolière dans son ensemble le nouveau Code des hydrocarbures, qui va être

flexible et plus souple en termes de négociation. Il était donc important de rassurer ces investissements directs étrangers de ce qu'au-delà de cette exploration, il y a les mesures d'accompagnement; qu'ils auront, notamment, une population bien formée pour contribuer au développement de ce secteur dans divers domaines », a indiqué Pascal Houangni Ambourou.

Le DGA de Total Gabon, Olivier Jocktane, a remercié le gouvernement d'avoir associé Total Gabon dans ce challenge. « Port-Gentil est fortement touché par la problématique de l'emploi. En tant

que société citoyenne, nous ne pouvons que répondre positivement à ce projet. Nous travaillons avec des experts du ministère du Pétrole pour la réussite de l'évènement », a-t-il souligné. Entre 300 et 500 personnes sont attendues à Port-Gentil, fortement impactée par la crise économique. Les participants débattront sur des thématiques telles que la problématique de l'emploi, le secteur pétrolier, le nouveau Code des hydrocarbures, les perspectives que le secteur peut apporter à la population gabonaise, etc.

que société citoyenne, nous ne pouvons que répondre positivement à ce projet. Nous travaillons avec des experts du ministère du Pétrole pour la réussite de l'évènement », a-t-il souligné. Entre 300 et 500 personnes sont attendues à Port-Gentil, fortement impactée par la crise économique. Les participants débattront sur des thématiques telles que la problématique de l'emploi, le secteur pétrolier, le nouveau Code des hydrocarbures, les perspectives que le secteur peut apporter à la population gabonaise, etc.

Universités/Étudiants non-Européens

La France augmente les frais d'inscription

J.M
Libreville/Gabon (Source : Ecofin)

LE gouvernement français a annoncé, le 19 novembre dernier, une augmentation des droits d'inscription dans les universités françaises pour les étudiants non-Européens.

Lors d'un discours prononcé à l'occasion du lan-

cement de la "Stratégie nationale d'attractivité des étudiants internationaux", le Premier ministre français, Edouard Philippe, a annoncé que les étudiants résidant hors de l'espace économique européen devront, dès la rentrée 2019, s'acquitter de 2 770 euros (1 814 350 F.CFA environ) en licence et 3 770 euros (2 469 350 F.CFA environ) en master et doctorat, soit « un tiers du coût réel » d'un étu-

diant étranger pour les finances publiques. En effet, le ministère de l'Enseignement supérieur estime le coût des formations universitaires à 9 660 euros en moyenne par étudiant et par an. « Nous resterons très en dessous des 8 000 à 13 000 euros de nos voisins néerlandais et des dizaines de milliers de livres en Grande-Bretagne, et de la plupart des pays européens, sans évoquer, bien sûr, la situation sur le

continent nord-américain », a souligné Edouard Philippe. Actuellement, les étudiants étrangers paient les mêmes frais que les étudiants français : 170 euros (111 350 F.CFA) pour la licence, 243 euros (159 165 F.CFA) en master et 380 euros (près de 249 000 F.CFA) en doctorat. Pour compenser cette hausse de frais de scolarité pour les non-Européens, le gouvernement va renforcer

les programmes de bourses et d'exonérations. 15 000 bourses d'études du gouvernement français seront délivrées par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et « concerneront prioritairement les étudiants en provenance du Maghreb et des pays d'Afrique ». Avec d'autres accords d'exemptions, « un étudiant international sur quatre pourra bénéficier d'une exonération ou d'une

bourse. » Selon les données de Campus France, 45 % des étudiants étrangers présents en France sont originaires de l'Afrique, et six pays du continent figurent sur la liste des dix qui envoient le plus d'étudiants en France (Maroc, Algérie, Tunisie, Sénégal, Côte d'Ivoire et Cameroun). Difficile de parier qu'il en sera de même, demain, avec la hausse annoncée des frais d'inscription.